

# CITOYENNETÉ et VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Manuel Tonolo, prag de philosophie, INSPE, site de Chambéry, Université Grenoble-Alpes

MàJ : 12/12/2022

## SOMMAIRE :

- I- Définir la citoyenneté
    - A- Une civilité du "vivre-ensemble" liée aux codes sociaux
    - B- Un civisme démocratique et actif, orienté par des idéaux moraux ;
    - C- Une instruction critique
  - II- Définir ce que n'est pas la citoyenneté
  - III- Articuler les espaces de la citoyenneté
  - IV- L'égalité devant la loi républicaine équilibre les libertés démocratiques
  - V- 'Valeurs' ou 'Principes' de la République ?
    - A- Qu'est-ce qu'une valeur ?
    - B- Qu'est-ce qu'un principe ?
    - C- Valeurs et/ou principes de la République ?
    - D- Les principes de la République Démocratique
  - VI- Articulation spatiale des valeurs de la République
    - A- L'ambivalence de la liberté
    - B- La complémentarité avec les deux autres valeurs
    - C- Quel est le sens de la devise française ?
  - VII- Éduquer à la citoyenneté
  - VIII- Les allusions partielles aux valeurs de la République
    - A- L'oubli de la fraternité
    - B- L'oubli de l'égalité ;
    - C- L'oubli de la liberté.
  - XI- République et démocratie
- + Note de la page 2

## I- DÉFINIR LA CITOYENNETÉ

### A/ Tout d'abord **une CIVILITE**

- a/ **co-appartenance paisible à un groupe** dont on partage l'identité, les **codes sociaux**
- b/ une **bienveillance minimale** pour une **coexistence pacifique**, un "vivre-ensemble" de base
- c/ une maîtrise des pulsions, un souci des règles communes de "savoir-vivre" minimal, de politesse

*Mais on peut « vivre ensemble » sans s'agresser dans une rame de métro, au cœur d'une bande de malfrats... Et même en se côtoyant dans l'indifférence, comme des voisins qui « vivent ensemble » en se croisant chaque jour dans l'ascenseur sans même se saluer. Il faut donc aller plus loin*

### B/ La civilité ne suffit pas si elle n'est accompagnée de **CIVISME**

#### 1/ **UN CIVISME PASSIF** :

- d'abord la **connaissance des lois politiques légales et leur observance**, (l'individu est **sujet /lois**)
- mais il vaut mieux observer les lois d'une République **démocratique**,

- c'est à dire \*
- \* animées par la volonté de viser l'**intérêt général**,
  - \* orientées par des **idéaux moraux légitimes** vers lesquelles progresser :  
DDH, Liberté, Égalité, Fraternité, Justice, Démocratie (ROUSSEAU), Droits de l'humain, solidarité, refus des discriminations, égalité hommes-femmes, valeurs écologiques (conscience du lien /ce qui nous entoure (cité, pays, Nature...))  
→ Une valeur républicaine et démocratique = l'orientation d'un *universel critique*

## 2/ UN CIVISME ACTIF :

mais le civisme passif est insuffisant quand on parle d'une citoyenneté démocratique :  
=> nécessité d'une **participation active** pour s'engager :  
l'individu est non seulement soumis aux lois, mais aussi **législateur de ces lois**  
pour défendre, faire avancer et améliorer collectivement les droits.

**civisme actif = Participer, s'engager au nom des valeurs, pour les défendre et les faire progresser, évoluer.**

**On peut distinguer deux sortes d'activité :**

**a → civisme actif indirect** : vote pour élire des représentants,  
intérêt théorique pour la chose politique

**b → civisme actif direct** : prise de responsabilité au nom du bien commun,  
être acteur, s'investir dans la vie sociale, les associations  
actions animées par le souci de l'intérêt général

- *s'engager au quotidien pour faire vivre ces valeurs* en les incarnant dans des actions et engagements individuels pour le bien de tous.
- *critiquer les insuffisances des lois et de la société* pour les améliorer en les confrontant aux idéaux moraux qui la fondent : justice, démocratie, égalité, liberté, fraternité...

*Avoir conscience du Bien commun avec l'envie de participer, de s'engager, cela suffit-il pour prendre toutes les décisions politiques nécessaires, et même pour se prononcer, si on n'y connaît rien ?*

C/ Enfin, la citoyenneté ne peut être réelle sans être « éclairée » par l'**INSTRUCTION**

- à condition cependant que cette instruction soit **critique** :  
critique des sources, connaissance des divers points de vue possibles...

**Quelques auteurs pour approfondir ces trois aspects de la citoyenneté :**

**Civilité** : cf Alain, *Système des Beaux-Arts, Livre 2, IX : La politesse* ; Norbert Elias : *Sur le processus de civilisation* (ou [ici](#)) ; Comte-Sponville : *La Politesse*.

**Civisme** : cf Aristote, *La Politique* ; Rousseau : *Le contrat Social* ou [ici](#) ;

**Instruction** : cf Condorcet, *Mémoires sur l'Instruction publique*, ou [ici](#) ; Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?* ou [ici](#).

## Quelques textes sur l'importance de l'instruction dans la formation des citoyens :

### **Discours de Talleyrand devant l'Assemblée, 10 septembre 1791**

Les hommes sont déclarés libres ; mais ne sait-on pas que l'instruction agrandit sans cesse la sphère de la liberté civile, et, seule, peut maintenir la liberté politique contre toutes les espèces de despotisme ? *Ne sait-on pas que, même sous la Constitution la plus libre, l'homme ignorant est à la merci du charlatan, et beaucoup trop dépendant de l'homme instruit ; et qu'une instruction générale, bien distribuée, peut seule empêcher, non pas la supériorité des esprits qui est nécessaire, et qui même concourt au bien de tous, mais le trop grand empire que cette supériorité donnerait, si l'on condamnait à l'ignorance une classe quelconque de la société ? Celui qui ne sait ni lire ni compter dépend de tout ce qui l'environne ; celui qui connaît les premiers éléments du calcul ne dépendrait pas du génie de Newton, et pourrait même profiter de ses découvertes.*

*Les hommes sont reconnus égaux ; et pourtant combien cette égalité de droits serait peu sentie, serait peu réelle, au milieu de tant d'inégalités de fait, si l'instruction ne faisait sans cesse effort pour rétablir le niveau, et pour affaiblir du moins les funestes disparités qu'elle ne peut détruire !*

Enfin, et pour tout dire, la Constitution existerait-elle véritablement, si elle n'existait que dans notre code ; si de là elle ne jetait ses racines dans l'âme de tous les citoyens ; si elle n'y imprimait à jamais de nouveaux sentiments, de nouvelles mœurs, de nouvelles habitudes ? Et n'est-ce pas à l'action journalière et toujours croissante de l'instruction, que ces grands changements sont réservés. Tout proclame donc l' instante nécessité d'organiser l'instruction : tout nous démontre que le nouvel état des choses, élevé sur les ruines de tant d'abus, nécessite une création en ce genre.

### **Rapport de Condorcet proposé à la Convention en 1792 :**

"L'instruction doit être universelle c'est-à-dire s'étendre à tous les citoyens. Elle doit être répartie avec toute l'égalité que permettent les limites nécessaires à leur dépense. Elle doit, dans ses divers degrés, embrasser le système tout entier des connaissances humaines, et assurer aux hommes dans tous les âges de la vie, la facilité de conserver leurs connaissances et d'en acquérir de nouvelles."

### **Condorcet : « 5 mémoires sur l'instruction publique » : Premier mémoire**

*« La constitution de chaque nation ne doit faire partie de l'instruction que comme un fait.*

*On a dit que l'enseignement de la constitution de chaque pays devait y faire partie de l'instruction nationale. Cela est vrai, sans doute, si on en parle comme d'un fait ; si on se contente de l'expliquer et de la développer ; si, en l'enseignant, on se borne à dire : Telle est la constitution établie dans l'État et à laquelle tous les citoyens doivent se soumettre. Mais si on entend qu'il faut l'enseigner comme une doctrine conforme aux principes de la raison universelle, ou exciter en sa faveur un aveugle enthousiasme qui rende les citoyens incapables de la juger ; si on leur dit : Voilà ce que vous devez adorer et croire, alors c'est une espèce de religion politique que l'on veut créer ; c'est une chaîne que l'on prépare aux esprits, et on viole la liberté dans ses droits les plus sacrés, sous prétexte d'apprendre à la chérir. Le but de l'instruction n'est pas de faire admirer aux hommes une législation toute faite, mais de les rendre capables de l'apprécier et de la corriger. Il ne s'agit pas de soumettre chaque génération aux opinions comme à la volonté de celle qui la précède, mais de les éclairer de plus en plus, afin que chacune devienne de plus en plus digne de se gouverner par sa propre raison.*

*Il est possible que la constitution d'un pays renferme des lois absolument contraires au bon sens ou à la justice, lois qui aient échappé aux législateurs dans des moments de trouble, qui leur aient été arrachées par l'influence d'un orateur ou d'un parti, par l'impulsion d'une effervescence populaire ; qui enfin leur aient été inspirées, les unes par la corruption, les autres par de fausses vues d'une utilité locale et passagère : il peut arriver, il arrivera même souvent qu'en donnant ces lois, leurs auteurs n'aient pas senti en quoi elles contrariaient les principes de la raison, ou qu'ils n'aient pas voulu abandonner ces principes, mais seulement en suspendre, pour un moment, l'application. Il serait donc absurde d'enseigner les lois établies autrement que comme la volonté actuelle de la puissance publique à laquelle on est obligé de se soumettre, sans quoi on s'exposerait même au ridicule de faire enseigner, comme vrais, des principes contradictoires.»*

### **Condorcet : Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain. 10ème époque : Des progrès futurs de l'esprit humain.**

*« L'égalité d'instruction que l'on peut espérer d'atteindre, mais qui doit suffire, est celle qui exclut toute dépendance, ou forcée, ou volontaire. Nous montrerons, dans l'état actuel des connaissances humaines, les*

*moyens faciles de parvenir à ce but, même pour ceux qui ne peuvent donner à l'étude qu'un petit nombre de leurs premières années, et, dans le reste de leur vie, quelques heures de loisir. Nous ferons voir que par un choix heureux, et des connaissances elles-mêmes, et des méthodes de les enseigner, on peut instruire la masse entière d'un peuple de tout ce que chaque homme a besoin de savoir pour l'économie domestique, pour l'administration de ses affaires, pour le libre développement de son industrie et de ses facultés, pour connaître ses droits, les défendre et les exercer ; pour être instruit de ses devoirs, pour pouvoir les bien remplir, pour juger ses actions et celles des autres, d'après ses propres lumières, et n'être étranger à aucun des sentiments élevés ou délicats qui honorent la nature humaine ; **pour ne point dépendre aveuglément de ceux à qui il est obligé de confier le soin de ses affaires ou l'exercice de ses droits ; pour être en état de les choisir et de les surveiller, pour n'être plus la dupe de ces erreurs populaires qui tourmentent la vie de craintes superstitieuses et d'espérances chimériques ; pour se défendre contre les préjugés avec les seules forces de sa raison ; enfin, pour échapper aux prestiges du charlatanisme, qui tendrait des pièges à sa fortune, à sa santé, à la liberté de ses opinions et de sa conscience, sous prétexte de l'enrichir, de le guérir et de le sauver.***

*Dès-lors, les habitants d'un même pays, n'étant plus distingués entre eux par l'usage d'une langue plus grossière ou plus raffinée, pouvant également se gouverner par leurs propres lumières, n'étant plus bornés à la connaissance machinale des procédés d'un art et de la routine d'une profession, **ne dépendant plus, ni pour les moindres affaires, ni pour se procurer la moindre instruction, d'hommes habiles qui les gouvernent par un ascendant nécessaire, il doit en résulter une égalité réelle**, puisque la différence des lumières ou des talents ne peut plus élever une barrière entre des hommes à qui leurs sentiments, leurs idées, leur langage permet de s'entendre, dont les uns peuvent avoir le désir d'être instruits par les autres, mais n'ont pas besoin d'être conduits par eux ; dont les uns peuvent vouloir confier aux plus éclairés le soin de les gouverner, mais non être forcés de le leur abandonner avec une aveugle confiance. »*

## II- DÉFINIR CE QUE N'EST PAS LA CITOYENNETÉ

→ **Cette définition en trois points nous permet d'écarter des définitions erronées ou partielles de la citoyenneté :**

Il arrive en effet que la citoyenneté ne soit appréhendée que sous l'un des trois aspect ci-dessus, en omettant plus ou moins volontairement les autres aspects.

**1 - réduire la citoyenneté à l'apprentissage de la politesse**, au seul respect des codes sociaux (« vivre ensemble » sans « agir ensemble » pour faire avancer l'intérêt général) ;

**2- Réduire la citoyenneté au simple « vivre ensemble » ou au « climat de classe »**, ou oubliant l'observation des lois et l'engagement personnel orienté dans le sens de l'intérêt commun, avec une instruction suffisante pour fonder la prise de décision. Dans une rame de métro où les gens tentent de « vivre ensemble » en coexistant sans trop se gêner ni se bousculer, on ne peut guère parler de citoyenneté. Encore moins dans la mafia où aussi, après tout, il est également impératif de savoir « vivre ensemble », au sein d'un « climat » relativement apaisé...

**3 - réduire la citoyenneté à la lutte contre les incivilités**, en laissant de côté la formation d'un citoyen animé par le sens de l'Intérêt général. L'absence de dégradations ne suffit pas à qualifier un haut degré de citoyenneté et d'attachement au Bien commun. On peut aussi l'obtenir par un état de crainte généralisée. **de classe »**

**4- Réduire la citoyenneté à un « agir ensemble »** quelconque. Il ne suffit pas que des individus mènent une activité en commun pour le faire dans le souci de l'intérêt de tous. De même, réduire la citoyenneté à une **coopération** quand cette coopération s'effectue contre une équipe aversive contre laquelle il faut l'emporter coûte que coûte. Comme à chaque fois qu'on voit par exemple dans l'adversaire sportif un ennemi à abattre et non un partenaire \*[voir note en dernière page de ce document] qui nous aide à nous dépasser, individuellement ou collectivement.

**5 - réduire la citoyenneté à la seule obéissance aux lois en oubliant une civilité minimale ;**

- 6 - réduire la citoyenneté à **la seule obéissance aveugle aux lois sans participer activement** (se contenter d'obéir à la loi sans s'engager personnellement et participer à sa défense, en oubliant la participation active nécessaire à la critique et à l'amélioration des lois / principes qui les fondent ;
- 7 - réduire la citoyenneté aux **seuls devoirs** en oubliant de mentionner les droits qu'ils garantissent ;
- 8 - réduire la citoyenneté aux **seuls droits** en oubliant les devoirs qui protègent les droits des autres ;
- 9 - réduire la citoyenneté à **une identité d'appartenance** en refusant d'améliorer les lois existantes pour progresser encore davantage vers une réalisation supérieure des idéaux moraux qui les orientent ;
- 10 - réduire la citoyenneté à vouloir changer les lois existantes en oubliant/supprimant l'histoire de notre **identité commune** ; Ce sont par exemple toutes les tentatives d'éradication totales ou partielles d'un passé en contradiction avec le futur qu'on souhaite.
- 11 - réduire la citoyenneté à un **refus d'obéir aux lois en oubliant l'intérêt général**, et en n'agissant que dans le sens de son propre intérêt particulier : on se révolte dans son seul intérêt personnel ou dans celui d'un groupement d'intérêts différents de l'intérêt commun.
- 12- réduire la citoyenneté à **un engagement personnel qui oublie les idéaux moraux** fondateurs (« faire ensemble », en perdant de vue les idéaux démocratiques pour lesquels on agit ensemble ) ;
- 13 - réduire la citoyenneté à **un décision aveugle et précipitée, sans un minimum de connaissances** préalables (technique de manipulation classique : « Bon, arrêtez de réfléchir et décidez-vous vite, car c'est l'occasion à ne pas manquer ! » ; « Allez, dépêchons-nous de voter, on ne va pas y passer l'heure ! ») ;
- 14- réduire la citoyenneté à une **consultation pour information sans que cela ne débouche sur un réel pouvoir de décision**, ou au moins de participation à la décision;

### III- ARTICULER LES ESPACES DE LA CITOYENNETÉ

On a souvent tendance à parler de citoyenneté :

- en oubliant de **la relier avec l'instruction**, sans laquelle il n'est pas de réelle démocratie (les citoyens ignorants étant prêts à suivre n'importe qui et à croire n'importe quoi)
- en oubliant de **la relier à la morale**, dont elle s'inspire des finalités sans en dériver, car il faut toujours composer avec une réalité politique aléatoire, peu compatible avec un idéalisme moral, qui pourrait même être dangereux s'il désirait imposer une certaine idée de la pureté.

*(Voir schéma page suivante)*

**ESPACE de la CIVILITÉ**  
(Vivre ensemble)

**ESPACE du CIVISME**

**VALEURS MORALES**

(justice, égalité, liberté, fraternité...)

**PARTICIPATION ACTIVE (Agir ensemble)**  
pour

- FAIRE VIVRE CES VALEURS MORALES
- PARTICIPER À LA CRITIQUE et à L'AMÉLIORATION des LOIS

**LOIS**

(Obéir ensemble)  
**CONNAISSANCE ET OBSERVATION DES LOIS**

**INSTRUCTION CRITIQUE**

pour former des citoyen-ne-s éclairé-e-s  
à prendre des décisions réfléchies ensemble

/ 2 valeurs de l'École pour instruire cette citoyenneté :

- Le SAVOIR / vérité de l'objectivité des connaissances
- La CULTURE / développement des qualités 'humaines'
  - par l'exercice qui nous confronte à l'extériorité, et
  - par l'ouverture aux œuvres importantes de l'humanité

## IV- L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI RÉPUBLICAINE ÉQUILIBRE LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Hors d'une société DÉMOCRATIQUE : inégalité des droits et loi du plus fort :

<b>Liberté/droits limités des moins forts</b> <b>Droits &lt;&lt;&lt; Devoirs</b>	<b>Liberté très limitée :</b> <b>Devoirs &gt;&gt;&gt; Droits</b> <b>des plus faibles</b>
<b>Liberté sans limite du plus fort</b> <b>Droits &gt;&gt;&gt; Devoirs</b>	<b>Liberté/droits limités des moins forts</b>  <b>Droits &lt;&lt;&lt; Devoirs</b>

Démocratie républicaine : affirmation d'une égalité des espaces de droits, protégés par la loi :

<b>X1</b>  <b>DROITS <u>égaux</u></b>	<b>D</b> <b>E</b> <b>V</b> <b>O</b> <b>I</b> <b>R</b> <b>S</b>	<b>X2</b>  <b>DROITS <u>égaux</u></b>
<b>DEVOIRS</b>		<b>LOIS</b>
<b>X3</b> Même espace de <b><u>LIBERTÉ</u></b> , mais limitée pour garantir celle des autres	<b>L</b> <b>O</b> <b>I</b> <b>S</b>	<b>X4</b> Même espace de <b><u>LIBERTÉ</u></b> , mais limitée pour garantir celle des autres

Vivre en Démocratie => Affirmation de l'exigence de la LIBERTÉ (liberté d'expression, droits...)

Vivre en République => Affirmation de l'exigence de l'ÉGALITÉ grâce à la loi (droits) :

Le sens de la loi = *en principe* assurer l'égalité, c'est à dire l'égalité des libertés entre elles.

Toute liberté est relative à celle des autres, donc limitée par la Loi. Il ne doit pas y avoir de **liberté sans égalité des libertés** entre elles, ni d'**égalité sans liberté**, comme les sujets d'une dictature, par exemple, « égaux » face à un pouvoir arbitraire...



Droit et devoir sont les deux faces d'une même pièce, la complémentarité entre les espaces particuliers :  
Le devoir = la nécessité de respecter le droit des autres  
L'égalité = l'égalité des libertés entre elles  
Le droit n'existe que s'il reconnaît le même droit pour les autres, c'est à dire s'il *s'oblige* à respecter le droit des autres.  
Citoyenneté = un espace qui limite mais protège la liberté/les droits de chacun

Il s'agit d'un **schéma idéal**, celui du *principe* d'une république démocratique.  
Mais dans la réalité, il existe toujours des carences concernant la liberté, des injustices, des inégalités...  
si un régime est une république démocratique, cela ne signifie pas qu'il incarne parfaitement la démocratie, mais qu'il se donne l'idée démocratique comme idéal vers lequel progresser.  
Le problème d'une démocratie n'est donc pas qu'il y existe encore des inégalités, mais que le régime se refuse à continuer à progresser en démocratie en s'efforçant de les limiter toujours plus, en incitant à la signaler et à agir.  
=> nécessité de lutter sans cesse contre les discriminations, les injustices, et les inégalités qui persistent, afin de faire toujours progresser l'idéal démocratique

**C'est pourquoi la démocratie est le seul régime qui par principe repose sur sa propre auto-critique :**  
On y sait que les lois doivent sans cesse être remises en question au fur et à mesure qu'on s'aperçoit qu'elles doivent être améliorées dans le sens de l'intérêt général, et dans celui d'une réalisation plus parfaite du Contrat Social, d'une démocratie et d'une justice meilleures, d'une plus grande liberté dans la sécurité, d'une égalité plus assurée, d'une participation de plus en plus grande des citoyen-ne-s éclairé-e-s aux décisions de la Nation.

Une société qui se veut « démocratique » et qui, *par souci de sa stabilité*, se refuserait à toute auto-critique et à toute discussion en son sein, se présenterait comme un « peuple de dieux » prétendant incarner l'idéal démocratique dans la réalité. Or, quoi de plus *stable*, tant qu'il dure, qu'un régime totalitaire ou dictatorial qui fait taire toute opposition, tout Parlement ?  
Ce régime montrerait rapidement qu'il a perdu de vue le sens de l'articulation des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

## V- « VALEURS » ou « PRINCIPES » DE LA RÉPUBLIQUE ?

### A- Qu'est-ce qu'un 'principe' ?

Le mot *Principe* est issu d'une racine indo-européenne *Per* (en avant), qui a donné *primus*, premier. Le principe est ce qu'on pose en premier, ce qu'on prend (*cap*) au fondement, au commencement, à la tête. Princes, le prince est celui qui est à la première place, qui *prend* la tête.

Il existe des principes qui sont au fondement des connaissances, *principe métaphysique*, à la base de l'être des choses, ou *principe épistémologique*, à la base d'une connaissance.  
On se concentrera ici sur les principes qu'une société place au fondement des actions de ses citoyens, à la base de nos décisions pratiques pour la législation : *principe juridique* qui tire sa force d'une loi ; *principe constitutionnel* qui tire sa force d'une constitution, cadre général des lois. Ces principes sont établis par un pays particulier, mais ils ont parfois une portée qui tend à l'universalité.

On attribue au principe une extériorité, sinon une certaine objectivité, qui ne dépend pas de nous, qui dépend d'un système qui nous dépasse et dans lequel n s'inscrit.

### B- Qu'est-ce qu'une 'valeur' ?



*Valeo* en latin, d'où vient le mot valeur, avant de signifier « avoir de la valeur », évoque la force puissante du *valeureux*, la vigueur du *valide*, la bonne santé de qui n'est pas *valétudinaire*.

Une valeur est donc ce qui vaut le plus à ses yeux pour diriger sa conduite et sa pensée. C'est une boussole qui oriente ses actes et le guide dans ses choix. Elle suppose une *évaluation* qui établit des préférences et sacrifie des orientations moins valorisées.

On peut distinguer les valeurs individuelles et les valeurs collectives. Et dans ces dernières, les valeurs politiques particulières et les valeurs morales données comme universelles.

A la différence d'une dictature ou d'un régime autoritaire, où ce qui prévaut, c'est la force singulière du prince, ce qui prévaut dans une démocratie, c'est la force de principes communs.

Ainsi, dans une démocratie, on va rencontrer deux formes de principes que les actions des gouvernants mettent en premier pour guider leurs actes : les principes moraux, qui sont les idéaux que vise la démocratie (liberté, égalité, fraternité, justice...) et les principes juridiques, qui tentent d'appliquer ces principes moraux dans la vie de la cité.

Ainsi, les valeurs républicaines et démocratiques sont à l'articulation de l'horizon d'un idéal moral et de sa concrétisation politique

### **C- Valeurs et/ou principes de la République ?**

Au rebours de l'affirmation parfois rapide de la laïcité comme « valeur de la République », plusieurs analyses se refusent à parler de valeurs parce qu'on pourrait les considérer comme relatives, au contraire des principes, supposés intangibles. S'il est effectivement toujours possible de reprocher à une valeur individuelle sa relativité, il ne saurait donc être question de faire des principes de la République de simples valeurs subjectives : elles doivent valoir pour tous les membres de la collectivité.

On ne peut donc parler de « valeurs » sans apporter davantage de précisions . S'agit-il de valeurs individuelles ou de valeurs collectives ?

La République se donne des idéaux dont seule leur articulation les transforme en « valeurs de la République », c'est à dire une boussole ternaire qui sert à guider, évaluer, critiquer les décisions prises ou à prendre. Et ces valeurs se traduisent et s'incarnent aussi comme principes juridiques.

Si le relativisme

[La laïcité est-elle une valeur ?](#) (Pierre Kahn)

[La laïcité et les "valeurs"](#) (Jean-Michel Muglioni)

### **D- Les Principes de la République Démocratique**

1- Principes et Valeurs de la République : Liberté, égalité, fraternité (= idéaux, horizons)

Ces idéaux qui sont aussi des valeurs que se donne la République, non en soi pour chacune, mais pour la collectivité, et seulement quand elles forment un SYSTÈME (Cf site Viatique)

2- Principes de la République : (= règles *juridiques* qui définissent le fonctionnement de l'État en accord avec le préambule de la constitution) :

- indivisibilité, laïcité, démocratie, protection sociale.
- égalité juridique homme-femmes, décentralisation, environnement et principe de précaution

## Les PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE

cf : <https://www.vie-publique.fr/fiches/19562-quels-sont-les-principes-fondamentaux-de-la-republique-francaise>

- **Principes et Valeurs de la République** : *Liberté, égalité, fraternité* (= idéaux, horizons)

{ Liberté,  
Égalité,  
Fraternité

qui sont aussi des valeurs de la République, non en soi pour chacune, mais seulement quand elles forment un SYSTÈME (Cf site Viatique)

- **Principes de la République** : (= règles juridiques du préambule de la constitution de 1958)

{ **indivisible** (souveraineté/ peuple sur tt le pays/Alsace-Lorraine)

**laïque** (1792, 1882, 1886, 1905, 2004)

**démocratique** (suffrage universel, 1848, 1944)

**sociale** (acquis sociaux du CNR 1944 → 1946)

4 principes ajoutés dans le préambule  
de la constitution de 1958

+3 principes ajoutés dans les années 2000

{ **Égalité hommes-femmes** (1999-2008)([Loi de 2000 sur la parité](#) + [Égalité professionnelle H-F 2004](#))

**Organisation décentralisée** de la République (2003)

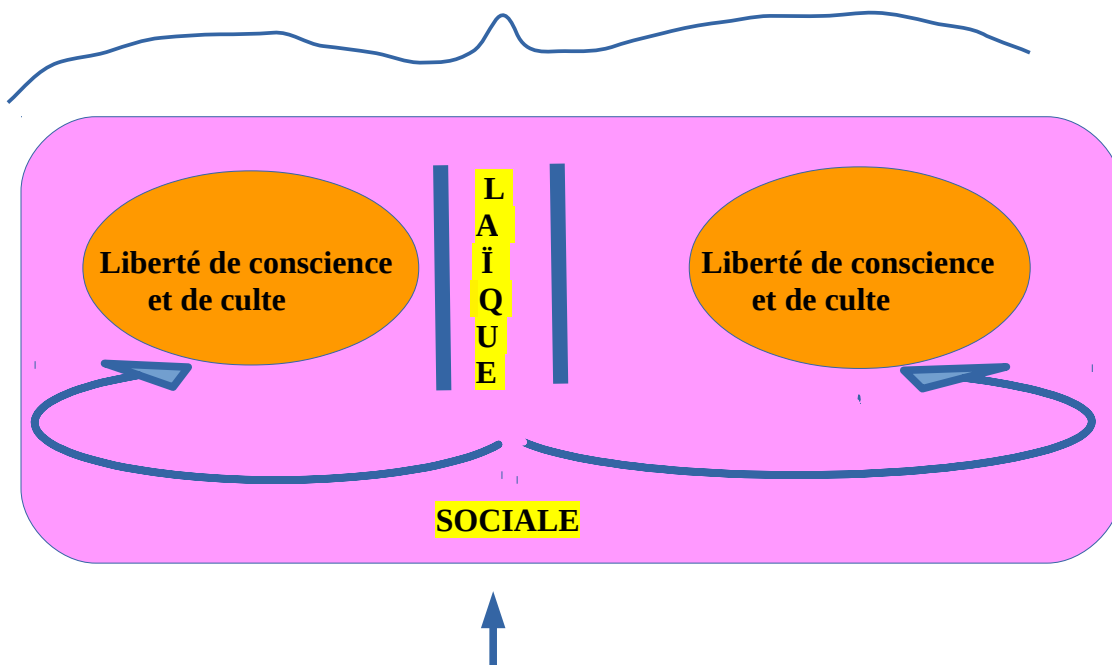
**Environnement et principe de précaution /dvt durable** /[Charte environnement de 2004](#)) (2005)

- **Symboles de la République** : Drapeau, devise LEF, Marseillaise, 14 juillet, Marianne, coq

- **Valeurs de l'École** : SAVOIR (vérité) + CULTURE

ÉTAT

INDIVISIBLE



## DÉMOCRATIQUE

### VI- ARTICULATION SPATIALE DES 3 VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Pourquoi la devise de la République française met-elle en avant la liberté l'égalité et la fraternité? Pourquoi ces trois valeurs ? Pourquoi avoir choisi de privilégier la liberté, l'égalité et la fraternité, et pas d'autres valeurs ? Pourquoi seulement trois et pas deux ou quatre ?

Quand on présente les valeurs de la devise républicaine, il arrive fréquemment qu'on se contente de se livrer à un triple panégyrique qui juxtapose chacune des trois valeurs dans leur grandeur respective. La liberté, c'est magnifique ! L'égalité, c'est fantastique ! La fraternité, quel bonheur ! Cela revient à passer sous silence, comme nous allons le voir, l'ambivalence fondamentale de chacune de ces valeurs, qui en elle-même n'a pas le sens républicain que seule peut lui conférer son articulation avec les deux autres.

Par exemple, évoquer le problème philosophique de la liberté se réduit souvent à poser le problème de son antinomie avec la loi. Non pas que cet enjeu ne soit pas fondé, car il est vrai que toute liberté individuelle peut être une menace pour les autres libertés. On oublie cependant souvent le deuxième enjeu de la liberté, qui est de pouvoir s'associer avec d'autres libertés pour coopérer. Expliquons ces deux enjeux.

#### A- L'ambivalence de la liberté :

**La liberté** peut se montrer sous deux aspects : elle peut avoir un côté négatif, menaçant la liberté des autres, ou un côté positif, coopérant heureusement avec celle des autres.

**Liberté - :** La liberté peut avoir un *côté négatif*, en concurrençant et menaçant la liberté d'autrui  
→ *Ma liberté s'arrête là où commence celle d'autrui* (= **Égalité**, refus des discriminations)

**Liberté + :** La liberté peut avoir aussi un *côté positif*, désireux de coopérer avec la liberté d'autrui  
→ *Ma liberté est étendue à l'infini par celle des autres*, elle se prolonge et s'enrichit là où commence celle d'autrui, avec qui je coopère. (= **Fraternité**, solidarité)

L'articulation avec les deux autres valeurs de la devise doit se comprendre par rapport aux deux aspects que peut revêtir la liberté :

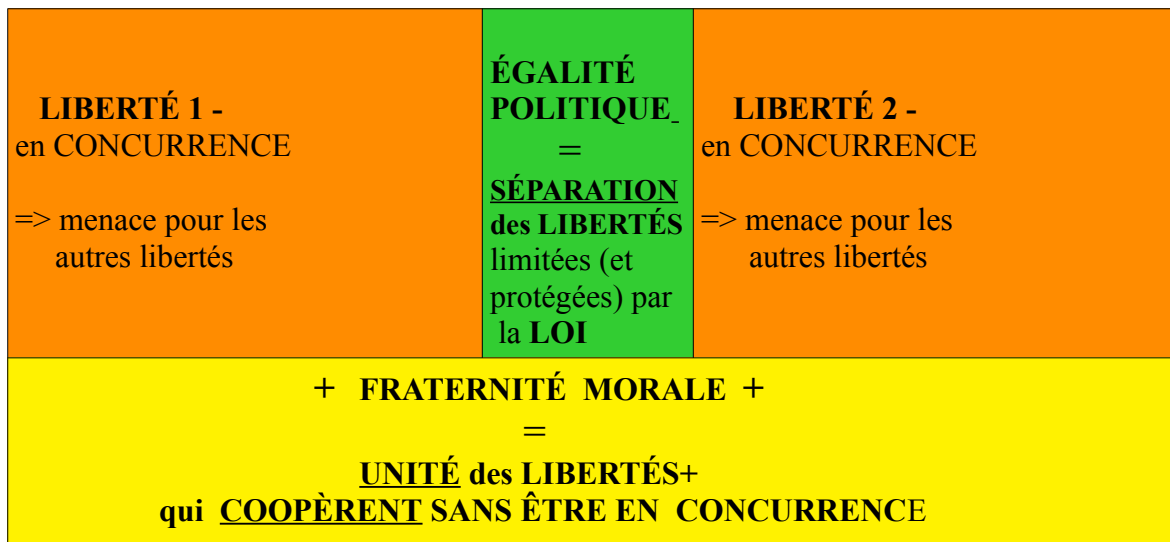
#### B- La complémentarité avec les deux autres valeurs :

Là où la liberté présente son côté négatif et représente un danger pour les autres libertés,  
→ **L'ÉGALITÉ politique** intervient pour SÉPARER par la loi les libertés dans leur côté négatif, en assurant l'égalité des libertés- entre elles.

Là où la liberté présente son côté positif et comprend l'intérêt d'une coopération avec les autres libertés :

→ **La FRATERNITÉ morale** intervient pour RÉUNIR par la coopération les libertés dans leur côté positif et solidaire.

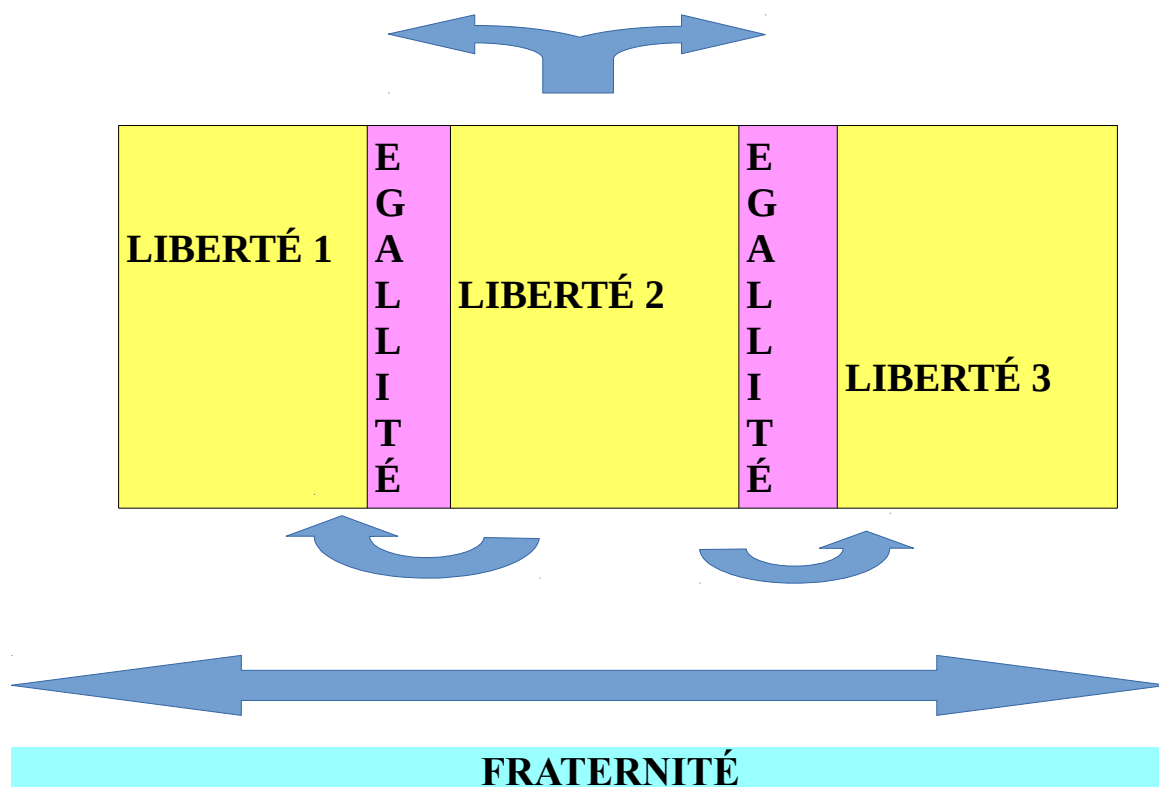
L'égalité limite le côté négatif de la liberté tandis que la fraternité étend le côté positif de la liberté



**L'ÉGALITÉ**, par la LOI fixe une frontière pour **ÉGALISER** les espaces divisés des **LIBERTÉS** en **CONCURRENCE**.

La **FRATERNITÉ** dépasse les frontières et rapproche les libertés pour **COOPÉRER** dans un espace commun, au nom des mêmes valeurs.

#### SCHÉMA DE LA DEVISE RÉPUBLICAINE



### C- Quel est alors le sens de la devise française ?

La devise unit trois valeurs : liberté, égalité, fraternité. Pour quelle raison ? Celle d'une ambivalence dialectique.

Parce que chacune de ces trois valeurs est ambivalente et peut renvoyer à des significations opposées. Prise en soi et isolément, chaque valeur révèle qu'elle ne peut valoir par elle-même.

Quand elle est seule, la liberté peut opprimer d'autres libertés. Quand elle est seule, l'égalité dans la misère ou dans la soumission n'est pas enviable. Quand elle est seule, la fraternité peut se liguer contre d'autres libertés ou d'autres fraternités qu'elle opprime, ou auxquelles elle impose son intérêt particulier.

La valeur de la devise consiste dans donc l'articulation complémentaire entre les trois valeurs, toujours en conflit. L'égalité vient contredire les excès d'une liberté égoïste ; la fraternité vient s'opposer à une froide égalité individualiste, ne voyant dans la liberté des autres qu'une menace ; la liberté vient rappeler que sans elle, l'égalité dans la servitude n'a aucun sens...

C'est l'ambivalence dialectique des trois valeurs de la devise qui fonde le conflit perpétuel dans lequel elle s'articulent. Et cette complémentarité « dialectique » -dans le sens où ces trois valeurs entretiennent toujours un dialogue critique entre elles-, est ce qui fonde le dynamisme de la démocratie et de son auto-critique permanente :

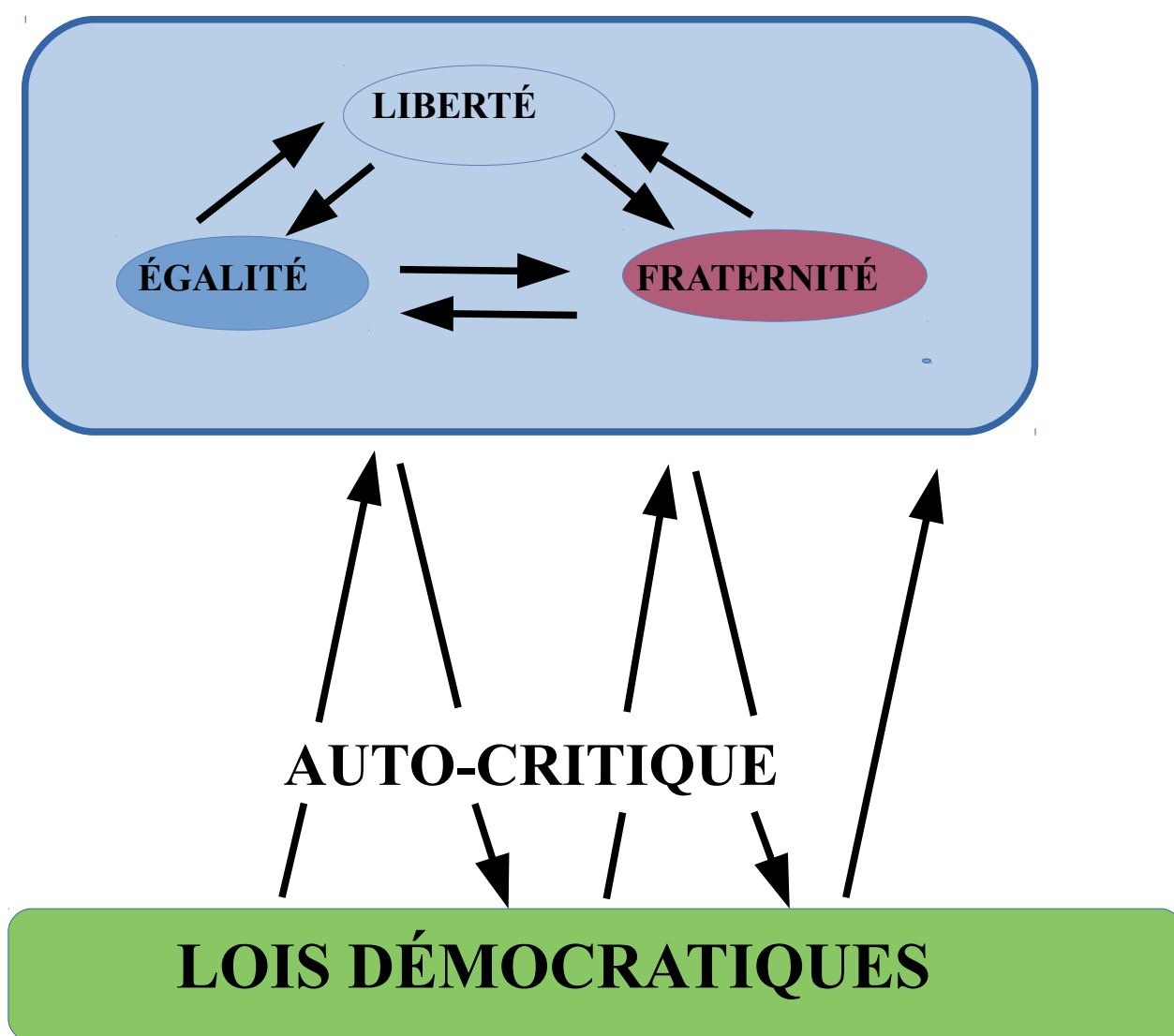
- la liberté des uns n'oublie-t-elle pas l'égalité avec d'autres libertés ? Ce qui serait le cas quand veut s'imposer la liberté la plus forte...
- l'égalité renvoie-t-elle à une liberté effective ? Ce qui serait le cas dans un régime totalitaire...
- L'égalité des libertés isolées dans leur cases sécuritaires garanties par la loi n'oublie-t-elle pas le lien fraternel qu'elle peut avoir avec les autres libertés, qui ne représentent pas seulement qu'un danger, mais sont aussi source de richesse ? Ce qui serait le cas dans une société individualiste où chacun vit replié sur soi-même, dans son confort personnel, mais dans la peur de la rencontre des autres...
- le groupement d'intérêts fraternels des uns ne se fait-il pas aux dépens de la fraternité des autres ? Ce qui serait le cas pour toute association s'efforçant de faire prévaloir son intérêt particulier sur celui des autres, et donc sur l'intérêt général....
- Peut-on se contenter d'une égalité entre les fraternités particulières de communautés différentes, juxtaposées mais hermétiques, coexistant sans réel rapport les unes avec les autres ?

Par ailleurs, la survalorisation d'une des trois valeurs de la devise républicaine permet de définir le type de régime politique en vigueur :

- Certains pays dits « libéraux » font un absolu de la liberté, qui doit prévaloir sur les deux autres valeurs de la devise républicaine. Avec le risque d'affrontements où tente de s'affirmer la « loi de la plus forte liberté. »
- D'autres pays plus « autoritaires » imposent une égalité qui néglige les libertés individuelles et se méfient des relations de fraternité, suspectes de dissidence. Avec ici le risque d'une « paix des cimetières » où le silence qui s'étend uniformément témoigne de l'interdiction de tout dialogue critique.
- D'autres pays enfin plus centrés sur les « communautés », où la loi est faible face aux diverses fraternités communautaires, donnent la primauté aux règlements internes des groupements les plus puissants, qui dictent leur comportement mafieux ou religieux aux minorités. La loi qui prévaut est ici celle de la fraternité communautaire la plus forte.

Liberté du plus fort au détriment de celle des autres, égalité de la case (prison ou appartement individuel confortable et virtuellement connecté dont on ne sort plus volontairement car le monde est insécure), fraternité du groupe qui peut imposer son intérêt aux autres... les valeurs de la République ne sont des valeurs *que si elles font système*, si elles s'articulent entre elles pour se contredire et se tempérer mutuellement.

L'ambivalence des trois valeurs de la République et le conflit dialectique de valeurs qu'elles entretiennent fonde le dynamisme d'une démocratie qui s'auto-critique sans cesse, grâce à cet idéal ternaire toujours en tension, dont l'articulation conflictuelle l'incite à progresser.



## VII- ÉDUCER A LA CITOYENNETÉ

Un dossier complet du CNESCO sur l'éducation civique en 2016 en France et en Europe :

[Dossier de synthèse : éducation à la citoyenneté à l'école \(28p\)](#)

## VIII- LES ALLUSIONS PARTIELLES AUX VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Comprendre comment les trois valeurs de la devise républicaine font système, c'est reconnaître qu'il n'est pas possible de ne mettre l'accent que sur l'une ou l'autre de ces valeurs.

### A- L'oubli de la fraternité

Ne définir la liberté que par son seul côté négatif revient à mettre l'accent sur la *sécurité* apportée par la loi, et à ne considérer les autres libertés que comme des menaces dangereuses. C'est par exemple le cas d'un régime sécuritaire d'exclusion et de méfiance généralisée, où toute fraternité est oubliée.

### B- L'oubli de l'égalité

De même, ne définir la liberté que par son seul côté positif peut confiner à un optimisme excessif ou un *cynisme manipulateur*, si l'on croit que spontanément toutes les autres libertés ne demandent qu'à s'associer et à coopérer. C'est la croyance par exemple en l'harmonie spontanée du renard libre et des poules libres dans le poulailler ; ou la foi en des communautés d'emblée sans rapport de pouvoir, la croyance en la possibilité de contrats justes entre contracteurs inégaux... Ici, c'est l'affirmation de la nécessaire égalité devant la loi qui est oubliée.

### C- L'oubli de la liberté

Enfin, affirmer l'égalité de tous devant la loi en exigeant une uniformisation face à une loi arbitraire, voire une fraternisation idéologique contrainte, sans vraiment tenir compte des différentes volontés individuelles, c'est l'exemple de la dictature ou des pratiques modernes -idéologiques, communautaristes ou technologiques- de servitude volontaire, où l'affirmation de la liberté est oubliée.

## IX- RÉPUBLIQUE ET DÉMOCRATIE

:

**République** = un régime politique reposant sur

- des lois supérieures qui s'imposent aux gouvernants.
- une constitution visant l'intérêt public (la chose publique, res publica)

- Constitution, la loi des lois >>> arbitraire des dirigeants (despotisme)
- Séparation / légitimité divine (laïcité)
- res publica (antiquité) → un *régime politique soucieux de la cause* juridique (res) du peuple
- la forme ou l'essence politique de tout État régi par la souveraineté des lois (≠ despotisme)
- République républicaine (un programme politique démocratique)

**Démocratie** = un idéal moral dont l'horizon est l'alliance entre l'idéal de la liberté et l'idéal de l'égalité

- 1 → **idéal de la liberté** pour tous de s'auto-déterminer :

participation au pouvoir du peuple,

- directe ou
- indirecte, (suffrage universel et non censitaire)

=> Débats de délibération pour décider / Bien commun, intérêt général

=> Séparation des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire (Montesquieu)

- 2 → **idéal d'une égalité** devant une loi égale pour tous (justice)

=> remise en question régulière des lois pour plus de justice,



pour limiter les inégalités restantes

=> Il est dans la définition même de la démocratie d'inviter à sa propre critique.

Poursuivant des idéaux moraux desquels elle tente de se rapprocher, la démocratie pose comme horizon un idéal moral dont peuvent se servir tous ceux qui souhaitent montrer le décalage entre le légal et le légitime, entre les principes proclamés et leur application toujours insuffisante, et ainsi faire avancer la justice vers une réalisation plus entière.

### **Bibliographie :**

*Platon : La République*

*Aristote : Les Politiques*

*Spinoza : Traité politique ; Traité théologico-politique*

*Locke : Traité sur le gouvernement civil*

*Rousseau : Le contrat social (sur Rousseau et la volonté générale, voir document spécifique sur Viatique)*

*Debray : [Êtes-vous démocrate ou républicain ?](#) (ou [ici](#))*

### **\* note de la page 2 :**

« Le randori-compétition que nous pratiquons en Occident est bien davantage compétition que randori. Le travail est raide, heurté, défensif et par conséquent lent. Les Japonais font au contraire un randori souple, rapide, offensif. Le rythme des attaques est beaucoup plus intense et les attaques se succèdent sans interruption. Celui qui subit l'attaque ne résiste pas « à mort ». Si le mouvement est bon, il chute. [...] Voilà qui change des randoris où les bras sont des brancards tendus, et le ventre un mur de béton. [...] On voit comment il est faux de tenter des combats destinés à sélectionner des valeurs alors que ces valeurs n'existent pas encore. Certes, il y a en nous tous le besoin de nous confronter, de nous mesurer, de prouver aux autres et surtout à nous-mêmes, que nous sommes « le plus fort ». En sens contraire chez certains, la crainte d'être « le plus faible », d'être battu, paralyse et fait éviter le combat, fuir la confrontation. [...] Il conviendrait peut-être que dans les Dojos, l'accent soit mis sur la recherche, avec peut-être en vue un espoir lointain de réussite. [...] Nous n'ignorons pas tout ce qu'il y a à vaincre en nous pour se conduire ainsi. Les parents, les amis, les amies excitent en nous le désir d'être le premier, le plus fort, le champion. Abandonner ce désir du triomphe rapide pour se livrer à cette longue et patiente recherche, accepter cette dure et sévère discipline n'est pas à la portée de tout le monde. [...]

Mais attention, cela dit, le sport, s'il n'est pas rigoureusement circonscrit, limité, encadré et contrôlé, peut constituer un danger mortel pour le véritable Judo. [...] Le véritable Judo [...] est une étude patient, un travail opiniâtre, dans lesquels le partenaire nous aide et doit être aidé sans cesse. Il est l'ami sans lequel nous ne pouvons pas progresser. A aucun moment il n'est vraiment l'adversaire, encore moins l'ennemi. Il nous résiste juste ce qu'il faut pour nous obliger à dépasser notre niveau actuel. [...] il n'est jamais pour nous l'homme à abattre, à vaincre à tout prix et n'importe comment. Notre but est de progresser, et la victoire n'est qu'un signe-relatif d'ailleurs- de notre progrès ou de la défaillance du partenaire. [...] l'esprit partisan, la passion du jeu, l'orgueil collectif [...] submerge, même chez les meilleurs, l'esprit de justice, de vérité, le sentiment chevaleresque.

Le partenaire devient l'adversaire, puis l'ennemi, l'homme à abattre par tous les moyens. La ruse, le truc, tout devient permis. Gagner est devenu l'objectif, gagner à tout prix, n'importe comment, et, avant tout, ne pas perdre. Bloquer si on n'est pas le plus fort, empêcher l'autre de travailler, tout cela construit un faux judo, qui n'est plus du judo. Si, comme nous l'avons vu, certains aspects de la confrontation sportive ne sont pas négatifs, [...] il faut le faire avec une prudence, extrême modération, et une attention méfiante, toujours en éveil.

Si nous faisons le compte de la plupart des anciens champions de Judo, nous pouvons constater avec tristesse que la plupart d'entre eux, lorsqu'ils ont cessé d'être des champions, lorsque la gloire ne leur a pas prodigué ses sourires, ont abandonné le Judo. En réalité, c'était déjà le vrai Judo qui les avait abandonnés, lorsqu'ils s'étaient seulement consacrés à une carrière de champion. »

Chp XIV : *Le véritable randori. Utilité et dangers du sport.* p 131-139, *ibid.*

« **Le Judo, école de vie** » par J.-L. Jazarin, Président du conseil des ceintures noires de France, 5ème Dan. (Le Pavillon, Roger Maria Editeur)